



-Communiqué de presse du 13 septembre 2017-

Lancement de la campagne « Des cantines bio, j'en veux ! » 86% des sondés se déclarent favorables à plus de bio en restauration collective

Agir pour l'Environnement, la FCPE, la FNAB et la Ligue de l'enseignement lancent une nouvelle campagne visant à favoriser les menus bio en restauration collective scolaire.

Selon un sondage exclusif IFOP* effectué pour le compte d'Agir pour l'Environnement, 86% des personnes interrogées se déclarent favorables à l'adoption d'une loi imposant l'obligation de servir au moins 20% d'aliments issus de l'agriculture biologique et locaux dans les restaurants collectifs d'ici 2022.

Alors que sur les 11 millions de repas servis chaque jour en restauration collective, moins de 3% des aliments sont issus d'une agriculture biologique. Agir pour l'Environnement, la FCPE, la FNAB et la Ligue de l'enseignement attendent beaucoup des Etats généraux de l'alimentation pour fixer un cadre législatif ambitieux et concret pour que les collectivités se fournissent en produits bio et locaux.

En attendant, les partenaires de la campagne « Des cantines bio, j'en veux ! » mettent en ligne un site **www.macantine.bio** permettant aux citoyens d'interpeller les élus locaux et gestionnaires de plus de 50 000 établissements scolaires français.

"Assurer l'égal accès des enfants à une nourriture saine et de haute qualité gustative et nutritionnelle devrait être une priorité pour les élus locaux" affirme Mathias Chaplain, coordinateur des campagnes d'Agir pour l'Environnement. "C'est une question de justice sociale et de santé." selon Liliana Moyano, présidente de la FCPE.

"Le nombre de producteurs bio qui ne cessent d'augmenter est désormais suffisamment important pour fournir toutes les cantines scolaires. Les filières sont structurées et les agriculteurs n'attendent plus que les commandes." affirme Jean-Paul Gabillard, secrétaire national de la FNAB.

L'exemple positif des centaines de collectivités qui se sont déjà engagées dans cette voie (Paris, Strasbourg, Saint-Etienne, Lons-le-Saunier, ...) montre qu'il s'agit souvent d'une question de volonté politique avant d'être une question économique.

* https://www.agirpourenvironnement.org/sites/default/files/communiqués_presses/sondage_IFOP_cantinebio.pdf

CONTACT PRESSE :

Agir pour l'Environnement - Mathias Chaplain : mchaplain@agirpourenvironnement.org / 0682338126
FCPE - Laurence Guillermou : fcpecom@fcpe.asso.fr / 0682814082